

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	24.06.2014	08:24	14.136	DDTE	
	Annule et remplace				

Auteur(s): Groupe Vert/libéral

Titre: Quel dialogue avec la députation neuchâteloise à Berne et quid du projet de mobilité qui doit être déposé avant la fin de l'année?

Contenu:

Le Conseil d'Etat peut-il nous expliquer:

- 1) Comment le dialogue avec la députation neuchâteloise à Berne est structuré?
- 2) Comment il interprète l'initiative inhabituelle de cette même députation, qui s'adresse à lui par courrier pour s'inquiéter à propos du projet de mobilité que le canton devrait déposer auprès des autorités fédérales?
- 3) Comment il entend procéder pour respecter des délais de dépôt entretemps devenus très courts, puisque le projet devrait être annoncé avant la fin de l'année?

Développement:

Il y a tout juste un an, notre Conseil votait un "crédit supplémentaire d'un million de francs pour la phase 1 des démarches et études en vue d'un nouveau projet de mobilité dans le canton". Depuis lors, plus de nouvelles. Or, pour pouvoir espérer disposer d'un subventionnement fédéral d'ici quelques années, il faut que le canton de Neuchâtel dépose une demande en bonne et due forme, basée sur un projet concret, d'ici la fin de l'année. Faute de quoi les CFF se contenteront d'effectuer l'entretien, qui devient d'ailleurs urgent, sur la ligne La Chaux-de-Fonds-Neuchâtel existante.

Compte tenu de l'état des finances du canton, il ne sera alors sans doute plus possible d'envisager de projet de nouvelle ligne avant de très longues années.

Le Conseil d'Etat est donc prié d'informer le Grand Conseil et la population neuchâteloise de l'état du dossier et de leur dire s'il y a un risque que celui-ci puisse ne pas être transmis en temps utile à Berne.

C'est apparemment une réflexion similaire qui a motivé les parlementaires neuchâtelois à s'adresser au Conseil d'Etat par voie de courrier! La démarche interpelle, ne serait-ce que parce qu'on pourrait s'attendre à ce qu'un dialogue régulier ait lieu entre le gouvernement neuchâtelois et les représentants du canton à Berne.

Tel n'est-il pas le cas?

L'urgence est demandée:

oui

non

Auteur ou premier signataire	Autres signataires (suite)
Mauro Moruzzi	
Autres signataires (nom, prénom)	
François Jaquet	
Louis Godet	
Raphaël Grandjean	
Alain Marti	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

ENVOYER